

Ce questionnaire d'appréciation est bien pour sa plate-forme, mais la plate-forme n'est pas la bonne pour le sujet pour lequel j'étais présent. Vous avez omis de voir la vraie situation. La situation, pourquoi que je contestais mes taxes: c'est que ma maison ne vaut plus un sou sur ce terrain et qu'il y a sans doute un cartel sur les terrains de location pour ce genre d'habitation.

Des firmes de l'extérieur du Québec profitent du manque de courage de notre gouvernement d'en finir avec cette colonie qui est le Canada, qui prive tous les québécois de leviers économiques avec ses juridictions. Comme un organisme québécois prises de position pour toutes compagnies étrangères comme celles présentes au Québec: une compagnie de la Colombie Britannique achète des parcs au Québec qui créent une situation de cartel dans une région donnée. Cela a pour effet, même que ces parcs affichent qu'il faut faire bouillir l'eau avant de la consommer, le prix de la location est maintenue et à la hausse. Des parcs ferment, des fabricants continuent à fabriquer, des institutions financières qui jonglent pour ne plus prendre une hypothèque pour ce genre d'habitations ou les prendre en garantie pour un prêt personnel. Et là vous avez le portrait de la situation.

Le maire de Farnham a fait sans doute de la collusion avec la compagnie d'évaluation. Cette collusion a pour but de faire monter l'évaluation pour soutirer de l'argent au système financier et par le fait même faire payer capital et intérêts les résidents de sa communauté par le biais des taxes.

Le propriétaire du parc, où j'ai une maison, a fait partie de la collusion ou en a profité pour soutirer de l'argent des banques compte tenu que son parc est évalué à plus de \$290000.00 et n'a qu'un maigre revenu brut de plus ou moins de \$22000.00 annuellement. Ce parc est situé dans une zone agricole, en prenant un secteur de voisinage, ce parc aurait dû être dévalué.

Mais selon la situation présente, le propriétaire pouvait soutirer de l'argent des institutions financières en donnant ses avoirs en garantie comme le stipule certains contrats au bureau d'enregistrement, et en plus il pouvait donner une partie de cet argent à titre de mise de fonds pour faire une nouvelle acquisition, et l'argent manquant pour ces nouvelles acquisitions a été financé majoritairement par des institutions financières. Vous voyez la faille dans le système. Ce propriétaire l'a exploitée au maximum et c'est nous les petits propriétaires de maisons mobiles qui écopent.

Pour voir une partie de la solution qui correspond aux petits propriétaires, consulter le dossier d'André Desnoyers au ministère de l'environnement à Québec (responsable: Leira Retamal).

D'un ex-évaluateur pour la MRC de Brome-Missisquoi.

André Desnoyers.